



COMITE D'ETABLISSEMENT MIDI-PYRENEES

Séance plénière du 23 mai 2012

Motion des élus CGT à laquelle s'associent les élus SNABF et CFE-CGC

Les « propositions » salariales présentées par la DGRH aux deux premières commissions du personnel consacrées aux négociations salariales sont une véritable provocation :

- Revalorisation de 50€ de l'abondement au Plan d'épargne d'entreprise,
- Augmentation de 2% de la part de cotisation à la complémentaire santé obligatoire prise en charge par la Banque,
- Majoration de 0,10€ de la valeur faciale des titres restaurants,
- Augmentation des compléments variables de rémunération (500€ pour les non cadres et jusqu'à 2400€ pour les cadres,
- Création d'une allocation parents remplaçant les allocations vacances et fête des mères,
- Forfaitisation de la prime dactylo (1000 heures par an).

Alors que les bénéficiaires de la Banque dépassent 5 milliards d'euros, nos dirigeants prétendent refuser toute augmentation générale !

Certaines mesures proposées ne font que reprendre des engagements déjà pris en octobre dernier, lors des discussions sur la réforme des retraites !

Pour les organisations unanimes, ces mesures doivent être exclues du champ des négociations annuelles des salaires et traitées sans délai dans un autre cadre.

Les négociations salariales doivent aboutir à des résultats significatifs qui conduisent à une augmentation générale des salaires au 1er janvier 2012 et permettent le maintien du pouvoir d'achat du personnel ainsi que la reconnaissance des efforts qu'il fournit.

Rappel des demandes formulées par les organisations syndicales unanimes :

- une augmentation générale des salaires de 3,5% au 1er janvier 2012 ;
- un relèvement de tous les indices, comme cela a été réalisé à l'Union Nationale des Caisses de Sécurité Sociale.

Les élus et représentants syndicaux CGT du CE Midi-Pyrénées soutiennent les revendications portées par l'intersyndicale nationale et demandent instamment à la DGRH, au nom du personnel de la région, de revoir ses propositions, qui ont conduit hier après-midi à la rupture des négociations.